



**Jour  
J-40**

**REFORME DES FINANCES PUBLIQUES**

**Basculement du Budget des  
moyens au Budget-Programme**

# **BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF**

**21/11/2019**

Budget-programme 2020

**26 ministres ont convaincu les députés  
en deux jours**



# Développement économique

## Des Pme allemandes intéressées par le marché ivoirien

Avant de s'envoler pour Paris où il rencontre, aujourd'hui, Emmanuel Macron, le Président de la République a accordé hier, à Berlin, des audiences à des opérateurs économiques et des personnalités de la société civile.

**S**ignature de conventions avec plusieurs entreprises allemandes, hier à Berlin. La conférence G20 Compact with Africa, tenue le 19 novembre à Berlin, en Allemagne, continue de porter ses fruits en faveur de la Côte d'Ivoire. Mario Ohoven, président de l'Association fédérale allemande des Pme (BVMW, sigle en Allemand) et président des Entrepreneurs Européens, reçu en audience par le Chef de l'État Alassane Ouattara, a exprimé son intention de collaborer étroitement avec la Côte d'Ivoire. « *Le Président Ouattara est très porté sur l'économie. Je lui ai dit que le continent africain a un avenir prospère et on est fort heureux de nous inscrire dans la durabilité avec ce continent et particulièrement votre pays* », a-t-il déclaré à la presse. Selon lui, cet entretien qu'il vient d'avoir avec le Président Ouattara traduit la mise en œuvre de la consigne de la Chancelière Angela Merkel qui a exhorté, dans son discours à l'ouverture de la Conférence du G20 Compact with Africa, le 19 novembre, les opérateurs économiques allemands à aller vers l'Afrique et à investir dans les pays africains. M. Ohoven et son association s'inscrivent dans cette dynamique et se disent dé-



Le Chef de l'État s'est entretenu hier avec l'ancien Président de la République fédérale d'Allemagne, Horst Köhler...

terminés à s'approcher davantage de l'Afrique et travailler avec les Pme allemandes. « *C'est toujours très important de travailler avec les Pme, car elles inventent 70% des brevets en Allemagne et forment 80% des apprentissages et s'inscrivent dans la durabilité. Contrairement aux multinationales qui ne s'occupent pas de la durabilité* », a fait remarquer

le président de la Bvmw, qui s'est dit heureux de nouer des contacts avec les autorités ivoiriennes en vue d'explorer les opportunités commerciales et d'investissement pour les Pme allemandes en Côte d'Ivoire. Il est donc prévu l'arrivée d'une délégation d'affaires en Côte d'Ivoire dans les prochains mois. La Bvmw est la plus grande association volon-

taire de petites et moyennes entreprises en Allemagne et en Europe, avec plus de 900 000 membres, 300 représentants locaux dans toute l'Allemagne et environ 40 bureaux à l'étranger dans le monde.

**Des opportunités d'investissement existent en Côte d'Ivoire**

La veille mardi, lors de la

Conférence G20 Compact with Africa, le Président Ouattara a présenté les acquis de l'adhésion de la Côte d'Ivoire à cette initiative et a réaffirmé la détermination du gouvernement ivoirien à continuer d'améliorer le climat des affaires en vue d'attirer de nouveaux investissements privés. Pour lui, la Côte d'Ivoire offre les meilleures conditions d'investisse-

ments, notamment avec le cadre macroéconomique qui est resté solide avec un taux de croissance projeté à 7,5% et un taux d'inflation de 0,8%; le maintien du déficit budgétaire dans les normes habituelles de 3% fixées par l'Uemoa et par la Cedeao, la maîtrise de l'épargne publique, l'amélioration du climat des affaires, « *grâce aux réformes de seconde génération portant sur la dématérialisation des procédures et des actes administratifs* ». Il a également assuré que de nombreuses mesures sont prises en Côte d'Ivoire pour accroître la disponibilité de financement au profit du secteur privé, et de la promotion du partenariat public-privé. C'est pourquoi, le Chef de l'État ivoirien s'en est réjoui et a salué l'ouverture très prochaine d'une délégation économique allemande en Côte d'Ivoire dont la convention a été signée par le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly. Par ailleurs, l'ancien président de l'Allemagne, Horst Köhler, est venu saluer son "collègue économiste" qu'est le Président Alassane Ouattara. Aucune déclaration n'a été faite à l'issue de cet entretien ■

**GERMAINE BONI,**  
ENVOYÉE SPÉCIALE À BERLIN



... et une délégation de l'Association fédérale des Pme allemandes conduite par son président, Mario Ohoven, en marge de la 3<sup>e</sup> édition de la conférence du G20 «Compact with Africa».



## Processus électoral Sidiki Diakité réaffirme l'engagement du corps préfectoral

Le président de la Commission électorale indépendante a eu une séance de travail, hier, avec le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation.

Le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, Sidiki Diakité, a réaffirmé l'engagement du corps préfectoral dans la conduite du processus électoral de 2020. C'était à la sortie d'une séance de travail qu'il a eue, hier, à son cabinet, au Plateau, avec une délégation de la Commission électorale indépendante (CeI) conduite par son président Coulibaly-Kuiberti Ibrahime.

« Nous traduisons notre disponibilité, particulièrement celle des autorités préfectorales qui, dans les différents départements, apporteront, chaque fois que la CeI les sollicitera, leur appui au bon déroulement des élections », a affirmé Sidiki Diakité.

Les agents de l'administration territoriale auront, entre autres, à charge la gestion des bureaux de vote, la sensibilisation des populations à l'exercice de leur devoir civique lors des scrutins.

Tout en rappelant que le corps préfectoral n'a pas en



Le président de la CeI et le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation se promettent de franches collaborations. (PH : DR)

charge l'organisation des élections, le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation a in-

sisté sur sa participation en tant qu'organe d'appui. Ce, à la demande de la Commission pour assurer, comme ce fut le cas lors des consultations précédentes, le bon déroulement du processus. Il a profité de la rencontre, la première depuis l'installation des membres de la commission, pour saluer l'initiative du président de la CeI et les féliciter, son équipe et lui. Coulibaly-Kuiberti Ibrahime, président de la CeI, qui avait à ses côtés ses trois vice-présidents, son secrétaire général et son secrétaire permanent, a salué la décision du ministre de collaborer avec sa structure lors des échéances futures. Parce que le corps préfectoral qui est sous sa coupole joue un rôle très important dans ce processus, même si la Constitution prescrit que « l'organisation des élections ressort de la compétence de la CeI ». C'est pourquoi il se dit rassuré quant au bon déroulement du processus électoral. ■

HERVÉ ADOU

## Droits de l'homme La Côte d'Ivoire prépare la validation de son rapport contre la torture

Se conformer aux dispositions de l'article 19 de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants qui font obligation à la Côte d'Ivoire de soumettre un rapport initial et périodique au Comité contre la torture. Tel est l'objectif visé par l'atelier de validation du rapport de la Côte d'Ivoire audit Comité qui a eu lieu, lundi, dans un réceptif hôtelier de la place.

D'entrée, la secrétaire d'État chargée des Droits de l'homme, Aimée Zebeyoux, a exprimé la gratitude de la Côte d'Ivoire au Pnud pour « toutes les facilités qu'il ne cesse d'accorder à son pays en vue de promouvoir l'État de droits et les droits de l'homme dans la consolidation de la paix ». Elle a, indiqué que la Côte d'Ivoire a ratifié la convention

contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le 18 décembre 1995. Selon elle, au titre de l'article 19 de ladite convention, « les États parties s'engagent à soumettre au Comité contre la torture (Cat) un rapport initial dans un délai d'un an, à compter de son entrée en vigueur et des rapports complémentaires tous les quatre ans sur sa mise en œuvre ». Cependant, souligne-t-elle, « depuis 1997, le Cat n'a jamais examiné la Côte d'Ivoire, faute de soumission de rapport ». Et d'ajouter : « En l'absence de soumission de rapport, la Côte d'Ivoire a néanmoins accepté de se soumettre, en janvier 2015, à la procédure simplifiée de soumission de rapports dus aux organes de traités. Aussi le Comité contre la torture a-t-il adopté une liste de quarante-

sept points à traiter qui ont été soumis à la Côte d'Ivoire, lors de sa 59<sup>e</sup> session tenue du 7 novembre au 7 décembre 2016, à Genève (Suisse) ». Aimée Zebeyoux a fait remarquer que conformément à la correspondance du Haut-Commissariat aux droits de l'homme du 19 novembre 2016, la liste des points à traiter aurait dû être renseignée par la Côte d'Ivoire et retournée au Comité dans un délai d'une année, soit au plus tard le 19 décembre 2017. À ce jour, fait-elle savoir, la Côte d'Ivoire reste redevable dudit rapport.

La secrétaire d'État chargée des Droits de l'homme affirme que la Côte d'Ivoire, très soucieuse du respect de ses engagements internationaux, « entend se conformer à ses obligations vis-à-vis du Comité contre la torture ».

Elle a invité les participants à mettre en pratique les outils, techniques et connaissances de rédaction qu'ils ont reçus des facilitateurs du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.

Au terme de cet atelier, Aimée Zebeyoux s'est dit convaincue que grâce aux expertises des participants, en tant que dépositaires et bases de données d'information des ministères techniques, institutions et organisations de la société civile, ceux-ci apporteront les réponses nécessaires aux 47 questions ou points à traiter soumis à la Côte d'Ivoire, lors de sa 59<sup>e</sup> session à Genève. ■

EMMANUEL KOUASSI

### Télégramme officiel

À SON EXCELLENCE  
MONSIEUR ROCH  
MARC CHRISTIAN  
KABORÉ, PRÉSIDENT  
DU FASO

OUAGADOUGOU

Monsieur le Président  
et cher frère,

C'est avec une vive émotion que j'ai appris la tragédie qui vient d'endeuiller, une fois encore, le Burkina, suite à l'attaque meurtrière perpétrée le 6 novembre 2019, par des individus armés non identifiés, contre un convoi d'autobus transportant des travailleurs de la mine d'or de Boungou, dans l'est du pays, faisant trente-sept (37) morts et soixante (60) blessés, selon un bilan provisoire.

En cette circonstance particulièrement douloureuse, je voudrais, au nom du peuple et du gouvernement ivoiriens, ainsi qu'en mon nom propre, exprimer à vous-même, au peuple frère du Burkina Faso, de même qu'aux familles éplorées, mes sincères condoléances et ma profonde compassion. Aux blessés, j'adresse mes vœux de prompt retablisement et de réconfort. Je voudrais enfin vous renouveler mon soutien dans vos inlassables efforts dans la lutte contre le terrorisme et l'instabilité.

Très haute considération.

ALASSANE OUATTARA  
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE  
DE CÔTE D'IVOIRE

À SON EXCELLENCE  
MONSIEUR MAHMOUD  
ABBAS, PRÉSIDENT  
DE L'ÉTAT DE PALESTINE

RAMALLAH

Monsieur le Président,

À l'occasion de la commémoration de la fête nationale de votre pays, il m'est agréable de vous adresser, au nom du peuple et du gouvernement ivoiriens, ainsi qu'en mon nom propre, mes très vives et chaleureuses félicitations. J'y joins des vœux ardents de santé et de bonheur pour votre

excellence, de même que de paix, de prospérité et de progrès pour le peuple ami de Palestine. Je voudrais saisir cette opportunité pour réitérer ma disponibilité à œuvrer, de concert avec votre excellence, au renforcement des relations d'amitié et de coopération qui existent si heureusement entre la Côte d'Ivoire et la Palestine, pour le bonheur de nos peuples respectifs.

Très haute considération.

ALASSANE OUATTARA  
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE  
DE CÔTE D'IVOIRE

À SON EXCELLENCE  
MONSIEUR MOON  
JAE-IN PRÉSIDENT  
DE LA RÉPUBLIQUE  
DE CORÉE

SEOUL

Monsieur  
le Président,

C'est avec tristesse que j'ai appris le décès de votre estimée mère, madame Kang Han-ok, survenu à Busan, le mardi 29 octobre 2019.

En cette douloureuse circonstance, je voudrais m'incliner devant la mémoire de la défunte. Je tiens également, au nom du peuple et du gouvernement ivoiriens, ainsi qu'en mon nom propre, à exprimer à votre excellence, au gouvernement et au peuple coréens, nos sincères condoléances.

Très haute considération.

ALASSANE OUATTARA  
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE  
DE CÔTE D'IVOIRE

À SA MAJESTÉ  
MOHAMMED VI ROI  
DU MAROC

RABAT

Monsieur le Président,

La célébration du 64<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de votre pays, m'offre l'agréable occasion de former, au nom du gouvernement et du peuple ivoiriens, ainsi qu'en mon nom propre, des vœux de bonheur et de santé pour votre majesté et les membres de votre famille, de même que ceux de paix et de progrès continus pour le peuple frère du Maroc.

En cette heureuse circonstance, je voudrais me féliciter de la qualité exceptionnelle des relations de fraternité et de coopération qui unissent si heureusement nos deux pays et nos deux peuples, et réitérer, à votre endroit, ma ferme détermination, ainsi que mon entière disponibilité à œuvrer, de concert avec votre majesté, à leur renforcement.

Très haute considération.

ALASSANE OUATTARA  
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE  
DE CÔTE D'IVOIRE

VISITE D'ÉTAT DANS LA RÉGION DU HAMBOL, DU 27 AU 30 NOVEMBRE

# Alassane Ouattara, la solution du développement à Dabakala

Le Président de la République est attendu avec enthousiasme et impatience. Toutes les forces vives sont déterminées à lui témoigner leur reconnaissance.

Le Chef de l'État, Alassane Ouattara est attendu à Dabakala comme un messie. Les populations, qui adhèrent à la politique sociale du gouvernement, gardent espoir que l'État apportera des réponses appropriées à toutes leurs préoccupations. Afin de faire de Dabakala un véritable pôle régional de développement. C'est donc avec impatience et enthousiasme qu'elles attendent l'arrivée du Président Ouattara pour lui exprimer leur indéfectible attachement. À Dabakala, autorités administratives, élus et toutes les forces vives du département conjuguent leurs efforts pour faire de cette visite d'État un événement historique voire mémorable.

« Les choses avancent normalement », déclare le secrétaire général, Traoré Tiékoura, aujourd'hui préfet par intérim, après le décès du préfet N'Dri Yao Lazare, il y a quelque temps.

L'autorité administrative se réjouit de l'état d'avancement des travaux à réaliser à la faveur de cette visite d'État : le site d'atterrissage de l'hélicoptère, l'arc de triomphe, le lieu du meeting (un vaste es-



L'artère principale de la ville de Dabakala en pleine réhabilitation. (PHOTOS : PORD DAGNOCÉ)

pace en face de l'hôpital de Dabakala) sont prêts. Il en est de même pour la réhabilitation de l'artère principale et de certaines rues de la ville. Les bâti-

ments administratifs sont en rénovation.

Le préfet par intérim de Dabakala, Traoré Tiékoura, appelle les populations à la mobilisation. Afin de faire de la visite d'État du Président Alassane Ouattara dans le département, un véritable succès. Le département de Dabakala compte 10 sous-préfectures dont deux non ouvertes. Il s'agit de Tandem-Babarasso et Yaossédougou. Avec environ 220 villages. C'est le plus

grand département de la région du Hambol.

Dès l'annonce de l'arrivée du Chef de l'État à Dabakala, 13 commissions dont celle de la mobilisation qui comprend les cadres et élus, ont été mises en place. Des réunions et des tournées d'information, de sensibilisation et de mobilisation se multiplient, dans la joie et l'allégresse.

« Les populations attendaient depuis belle lurette cette visite d'État. C'est donc avec impatience

qu'elles attendent leur Président, Alassane Ouattara, leur frère, leur fils. Pour lui présenter leurs doléances. Elles savent bien que le Chef de l'État est la solution du développement du département de Dabakala », avoue le maire résident de Dabakala, Fofana Lamine Boniface.

Et d'ajouter : « Au cours des différentes rencontres, nous mettons un point d'honneur sur la mobilisation. Nous faisons comprendre l'importance de l'événement aux

parents. C'est le Président de la République qui arrive. Partout, c'est l'enthousiasme. Nous nous attelons à lui réserver un accueil digne et jusque-là, inégalé. Ici, tout le monde se sent concerné. Il n'y a pas de coloration politique. Tout le monde doit sortir ».

Dabakala est prêt à accueillir le Chef de l'État, avec tous les honneurs dus à son rang ■

EMMANUEL KOUASSI  
(ENVOYÉ SPÉCIAL)



Le préfet par intérim, Traoré Tiékoura, invite la population à sortir massivement pour accueillir le Président de la République.

## • La création d'un nouveau chef-lieu de région est attendue

Les populations de Dabakala attendent beaucoup de la visite d'État du Président Alassane Ouattara. Au plan politique et administratif, elles souhaitent, par la voix du préfet par intérim, Traoré Tiékoura, et du maire résident, Fofana Lamine Boniface, la création d'une nouvelle région administrative, par

scission de celle du Hambol. Avec pour chef-lieu, Dabakala. Explication : elles veulent disposer d'un nouvel outil de développement qui serait plus proche des réalités du terrain.

Une autre préoccupation majeure des populations : le bitumage des tronçons routiers Babakala-Kong (109 km), Dabakala-Basawa (54 km) et Daba-

kala-Satama-Sokoro.

« Si ces trois voies sont bitumées, c'est un grand pas que nous aurons franchi dans le développement de notre région », fait remarquer le maire.

Dabakala est confronté à un sérieux problème d'eau. Le château est, dit-on, totalement dépassé. « Le château d'eau n'arrive plus à ap-

provisionner la ville. Il faut renforcer sa capacité avec des forages », plaide le maire résident. Pour qui il faut construire au moins deux autres châteaux.

Les coupures intempestives d'électricité constituent un véritable souci pour les habitants de Dabakala ■

E. KOUASSI

## • Des investissements sociaux réalisés



Le village de Bokala-Nanpondougou désormais est électrifié. (PHOTOS : PORO DAGNOGO)

L'électrification villageoise est considérée, ici, comme l'un des plus grands acquis du département de Dabakala, en matière des investissements sociaux du gouvernement. En effet, à Foubolo, sur 25 villages, 10 sont électrifiés et 6 sont en cours d'électrification. À Sokala-Sobara, sur 15 villages, 4 connaissent la joie de la lumière et 4 autres sont en cours d'électrification. Bassawa n'est pas oublié. Sur 22 villages, 11 sont

électrifiés quand 6 autres sont en cours de l'être. A Niéméné, sur 17 villages, 8 ont le courant et 6 autres l'auront très bientôt. Pareil pour Boniérédougou où 13 villages sont électrifiés et 9 autres en cours d'électrification. Sur un total de 25 villages. La sous-préfecture de Satama-Sokora compte 10 villages qui sont tous électrifiés. Quant à Satama-Sokoro, sur 14 villages, 10 ont déjà fêté la lumière et deux autres sont en cours d'électrification.

La sous-préfecture de Dabakala compte 26 villages électrifiés sur 59. D'autres sont en voie d'être électrifiés. Pour le bonheur des populations. Des villages du département sont dotés de centres de santé, de pompes à motricité humaine, d'écoles primaires et maternelles. Dans les sous-préfectures de Sokala-Sobara, Niémelé et Foubolo, des collèges de proximité ont été réalisés. Un réel motif de soulagement des parents et élèves ■

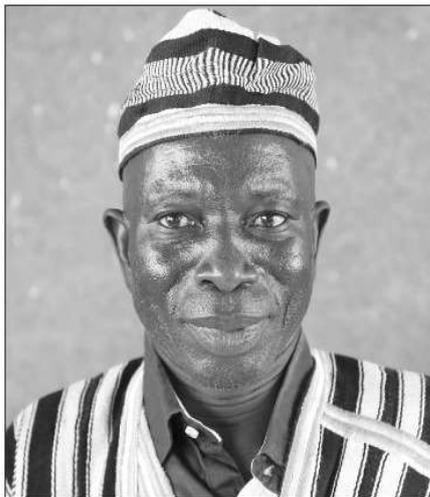
E. KOUASSI

## • Les chefs traditionnels engagés dans la mobilisation

**A**Dabakala, les chefs traditionnels ont décidé de jouer leur partition dans la réussite de cette mobilisation. Abdoulaye Ouattara, chef du village de Dabakala, qui réside au quartier Bamarasso, s'empresse de recevoir l'équipe de Fraternité-Matin conduite par Emmanuel Kouassi, chef du service région, à sa résidence. Le calme apparent qui y règne cache mal l'effervescence qui gagne toute la ville à l'approche de cette rencontre avec le Président de la République.

Dès l'annonce officielle de son arrivée, le chef du village de Dabakala avoue qu'ils ont été envahis par une immense joie. « Nous sommes tellement contents et pressés de le recevoir que nous trouvons qu'au fur et à mesure que les jours approchent, nous avons l'impression que nous nous éloignons. Nous avons envie de le voir le plutôt que possible, le toucher et lui parler », a-t-il soutenu.

Le chef Abdoulaye Ouattara a tenu à rassurer qu'en ce qui concerne la mobilisation, des populations avec à leur tête les chefs des différents villages, des réunions se succèdent toutes les semaines pour tenir le pari. « Si nous tenons à réussir



Abdoulaye Ouattara, chef du village de Dabakala.

cette mobilisation, c'est pour montrer au Président, Allassane Ouattara que nous sommes attachés à sa personne mais aussi à sa politique », a-t-il avoué.

Pour le dépositaire des coutumes, cette visite d'État du Président Ouattara sera l'occasion rêvée pour la chefferie traditionnelle de le remercier pour avoir créé la Chambre des rois et chefs traditionnels de Côte d'Ivoire. « Nous allons profiter de l'occasion pour lui dire que nous

avons un siège mais qui, malheureusement, n'a pas encore été équipé pour son fonctionnement. Nous souhaitons donc qu'il nous aide à l'équiper », a-t-il souligné.

Yacouba Ouattara, chef du quartier de Bamarasso, qui était à ses côtés, a tenu à relever le manque criant d'enseignants au lycée moderne de Dabakala. Il compte sur le Chef de l'État pour combler ce déficit ■

CHARLES KAZONY  
CORRESPONDANT RÉGIONAL

## Les jeunes et les femmes au four et au moulin

**A**Dabakala, que ce soit dans les bureaux, dans les maquis, au marché, dans les champs ou encore dans les rues, toutes les conversations tournent autour de l'arrivée du plus illustre des Ivoiriens. Les populations dans toutes leurs composantes se mobilisent comme un seul homme pour lui réserver un accueil des plus délirants. Du côté des jeunes, l'heure est également à la mobilisation, à telle enseigne que plus personne ne dort. Vincent Koné, président des jeunes de Dabakala, par ailleurs agent au service socio-culturel de la mairie, est au four et moulin. « La semaine dernière, nous avons eu une rencontre. Ce matin même (Ndlr : ce mercredi 13 novembre), le président de la société civile a convoqué une rencontre avec les différents délégués des villages. Tout ça en



Les femmes ont pris l'engagement de relever le défi de la mobilisation. Elles attendent dans la ferveur l'arrivée du Chef de l'État.

vue de réussir cette mobilisation », a-t-il révélé. Et les jeunes sont convaincus que le Président de la République viendra solutionner un certain nombre de problèmes auxquels ils sont confrontés au quotidien dans leur localité.

Dans ce département où l'emploi ne court pas les rues, les jeunes ont décidé de prendre leur destin en main en se lançant dans l'entrepreneuriat. « Nous sommes dans une zone agricole. Les jeunes entreprennent essentielle-

ment dans l'agriculture », a-t-il avoué. Pour ce faire, soutient Vincent Koné, ils ont besoin qu'un fonds soit mis à leur disposition. Ce qui va leur permettre d'accroître leurs activités. Mme Noumina Diaby, présidente de la Fédération

des associations des femmes du département de Dabakala (qui regroupe 139 associations et qui mobilise plus de 3000 femmes battantes dudit département) a exprimé leur impatience.

« Nous attendons cette venue du Chef de l'État depuis belle lurette. Maintenant que celle-ci est une réalité, nous nous attelons à mettre les petits plats dans les grands pour faire de sa venue une rencontre inoubliable », a-t-elle déclaré, à sa sortie d'une réunion avec le préfet Traoré Tiékoura. Avant de poursuivre : « Nous mobilisons les femmes dans la commune et dans les villages des différentes sous-préfectures pour que leur présence soit remarquée », a-t-elle souligné.

La rencontre avec la Première dame Dominique Ouattara retient aussi le souffle de toutes les femmes de cette localité. Pour Mme Awa Koné, présidente des femmes Rhdp, l'occasion leur sera

donnée de lui rendre un vibrant hommage pour avoir mis en place le Fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire (Fafci) qui a permis à de nombreuses femmes de Dabakala de sortir de la précarité. Cependant, selon elle, le fonds est devenu trop petit. « Nous allons lui demander d'augmenter le fonds », a-t-elle confié.

Autre préoccupation et non des moindres : les femmes entendent demander à la Première dame d'intercéder auprès de son époux pour que le département de Dabakala soit doté d'un deuxième château qui va leur permettre d'éviter les corvées d'eau. « La population a considérablement augmenté. Le seul château d'eau ne peut plus desservir tout le monde. Il faut donc un deuxième château d'eau que nous appelons de tous nos vœux. Cela va nous alléger la tâche », a-t-elle supplié ■

C. KAZONY

## Droits de l'enfant Plus de 370 enfants privés de liberté en Côte d'Ivoire

Les acteurs engagés dans la lutte pour les droits de l'enfant ont uni leurs forces pour améliorer les pratiques.



Le droit de l'enfant préoccupe les décideurs et les ONG. (Ph : DR)

Le Bureau international catholique de l'enfance (Bice) et ses partenaires dont l'ONG Dignité et droits pour les enfants en Côte d'Ivoire (DD-CI) ont commémoré le 30<sup>e</sup> anniversaire de la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant de 1989 (Cde), le mercredi 20 novembre 2019 à l'amphithéâtre de crimi-

nologie de l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody. En présence de l'ambassadeur de Suisse en Côte d'Ivoire SEM Heimgartner Thomas, des universitaires, magistrats, professionnels et étudiants. Selon Yao Agbete, coordinateur plaidoyer international auprès des Nations unies et Genève, ce 30<sup>e</sup> anniversaire a pour but, non seulement

d'approfondir les connaissances en vue d'améliorer les pratiques des acteurs de la justice pour enfants en se basant sur le recueil et les nouvelles réformes législatives opérées en la matière ; mais également d'effectuer le lancement national de l'étude mondiale sur les enfants privés de liberté et de formuler des propositions d'action pour le prochain

congrès mondial sur l'administration de la justice pour enfants qui aura lieu en 2021 en Mexique autour du thème « Accès à la justice pour les enfants : vers la non-discrimination et des systèmes de justice inclusifs ». M Yao Agbete a révélé que plus de 1,5 million d'enfants sont privés de liberté dans le monde. En Côte d'Ivoire, ce sont un peu plus de 377 enfants.

Pour lui, « les États doivent annoncer comment ils entendent mettre en œuvre les recommandations de l'étude mondiale ». Pour, le Pr Yebouet Pascal-Henri, doyen de l'Ufr de criminologie, la protection des droits de l'enfant reste un défi majeur pour un État dans la quête de la réinsertion de l'enfant dans le tissu social et familial. Plusieurs thématiques telles que « enfants en contact avec la justice et santé mentale », « enfants migrants en contact avec la justice », « enfants, produits stupéfiants et administration de la justice », ont meublé cette journée. ■

JEAN BAVANE KOUIKA

## Contrebande Deux cents tonnes de faux médicaments saisis

La cellule anti-drogue de la gendarmerie du port autonome d'Abidjan a saisi le 12 novembre, aux environs de 12 heures, plus de deux cents tonnes de médicaments de qualité inférieure et falsifiée dans une villa, à quelques encablures de la permanence du Sénat, à Attoban, dans la commune de Cocody. La gendarmerie a interpellé quatre personnes (un Chinois et trois Ivoiriens) pour nécessité d'enquête. Ces médicaments ont été présentés le 13 novembre à la presse, en présence du commandant supérieur de la gendarmerie nationale, le gé-

néral de brigade Alexandre Touré Apalo. Qui, tout en félicitant ses hommes pour le travail bien fait, a demandé aux populations d'être vigilantes et surtout de ne pas se rendre complices de ces faussaires. « Il faut dénoncer ce genre de chose. Dès que vous voyez des personnes suspectes, il faut avertir la police ou la gendarmerie, mais sans faire de la délation. Car le silence coupable peut engendrer beaucoup de morts », a conseillé le général Touré Apalo, déplorant le silence complice des riverains par moments. ■

FRANCK YEO

## Éducation inclusive Les personnes en situation de handicap lancent un plaidoyer

Les sourds, les muets et les non-voyants de Côte d'Ivoire désirent être entièrement pris en compte dans le système éducatif national. Par le canal de l'Ong Society without barriers (Swb), société sans barrières en français, ils ont lancé un appel au gouvernement pour leur véritable inclusion dans le processus de l'éducation nationale. C'était le 15 novembre, lors de la cérémonie bilan des deux années d'expérimentation du projet d'intégration des enfants en situation de handicap dans les classes des enfants dit normaux.

Programme éducatif national, la prise en compte du projet d'éducation inclusive mis en place par ses partenaires et lui afin d'en faire « Une stratégie nationale de scolarisation pour ne plus le concevoir comme un projet ». Yédé Adama exhorte le gouvernement à se pencher sur le cas des enseignants qui font un travail supplémentaire en ce qui est de l'encadrement des enfants en situation de handicap ; qui demande une attention particulière. Quant aux enfants non-voyants, il a invité le gouvernement à les prendre en compte dans la distribution des kits scolaires. Notamment en leur mettant à disposition des ardoises, des calculatrices et même des tableaux adaptés pour qu'ils puissent apprendre par le touché.

Pour Sanogo Yédé Adama, président de l'Ong, la situation de ces apprenants est encore très difficile. Ces enfants demandent leur inscription dans le système éducatif. Malheureusement, faute d'appui véritable de l'État, son organisation et ses partenaires n'arrivent pas à résoudre le problème vu que c'est une situation nationale. Aussi, une fois au niveau de la 6<sup>e</sup>, les élèves qui ont été encadrés dans le cadre du projet, et qui ont eu de très bonnes moyennes sont livrés à eux-mêmes. A ce niveau d'étude, ils ne disposent pas de matériel didactique adapté à leur handicap, leurs enseignants ne sont pas formés comme ceux pris en compte par le projet pour dispenser la formation et faire convenablement le suivi.

Représentant le ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, Kandia Camara, le directeur de cabinet Kabran Assoumou a salué les grandes innovations de l'Ong et ses partenaires notamment en construisant un tableau, une horloge en braille et en dotant des salles de classe de plusieurs gadgets adéquats pour la formation des personnes en situation de handicap. Il s'est félicité des résultats obtenus après les deux années d'expérimentation du projet et entend tout mettre en œuvre pour que l'école inclusive soit une réalité comme le souhaite le gouvernement ivoirien. ■

Pour ce faire, le président de l'Ong souhaite la réforme des curricula de formation dans le

HERVÉ ADOU

## Éducation nationale

### La Mupemenet-CI a un nouveau Dg

La Mutuelle des personnels du ministère de l'Éducation nationale et de l'Enseignement technique (Mupemenet-CI) a un nouveau directeur général par intérim en la personne de Alloba N'Cho Antoine. Le remplace à ce poste Goze Tapé Achille qui a assuré cette fonction pendant 5 ans. La passation des charges a eu lieu le jeudi 14 novembre, au siège de la Mutuelle, à l'immeuble Le Mali, au Plateau, en présence de Me Gbogbo Douy Félix, huissier de justice, ainsi que de plusieurs responsables de la Mutuelle, avec à leur tête, le président du Conseil d'administration, Boko Brou Sylvestre. « Le directeur général sortant a beaucoup apporté à la mutuelle. Pendant les cinq années qu'il a passées à la tête de la Mutuelle, il nous a



Le nouveau directeur général par intérim de la Mupemenet-CI, Alloba N'Cho Antoine (à droite), a reçu les dossiers importants de la Mutuelle des mains du directeur général sortant, Goze Tapé Achille.

vraiment aidés, surtout pendant les moments difficiles que nous avons traversés. Mais toute chose ayant une fin, maintenant que la situation est redevenue normale, nous avons pensé qu'il était

temps, que les enseignants eux-mêmes reprennent leur appareil en main », a justifié le Pca de la Mupemenet-CI.

Le nouveau Dg par intérim de la mutuelle, Alloba N'Cho Antoine, a exprimé

sa gratitude à son prédécesseur pour le travail abattu à la tête de cette structure. « Merci pour le gros travail abattu pendant les cinq ans que vous avez passés à la tête de notre mutuelle. Merci d'avoir accompli en si peu de temps cet énorme travail. Merci d'avoir implémenté la réussite de la Mutuelle... », a-t-il dit. Le directeur général sortant, Goze Tapé Achille, a cédé à son successeur une dizaine de dossiers. Entre autres, les documents relatifs aux projets immobiliers du personnel de l'enseignement, des dossiers relatifs à la constitution d'un cabinet optique pour la mutuelle, le rapport sur la clinique des enseignants, les actes notariés des sociétés constituées. ■

CASIMIR DJEZOU

# Accès à l'éducation Amichia offre 2500 prises en charge scolaires

Le maire et le conseil municipal de Treichville volent au secours des familles modestes.

Dans la mise en œuvre de sa politique de l'éducation pour tous dans la commune de Treichville, le maire Albert François Amichia a mis à la disposition de plus de 3000 familles une enveloppe de plus de 100 millions pour la prise en charge scolaire des enfants. Plus de 2500 élèves et étudiants de la 6e au master ainsi que des déscolarisés qui suivent des formations qualifiantes en sont les bénéficiaires. La cérémonie officielle de remise des bons de prise en charge a eu lieu hier, dans l'arrière-cour de la mairie de Treichville, en présence des forces vives de la commune, des élèves, des étudiants et leurs parents venus nombreux prendre part à ce rendez-vous du partage. Dans son adresse, Albert



Heureux d'être accompagnés, les bénéficiaires ont promis d'être des exemples par le travail bien fait à l'école. (PH: DR)

François Amichia a rappelé l'engagement de la municipalité à donner la chance à tous les enfants de la commune. « En le faisant, notre

but est de contribuer significativement à l'accès à l'éducation de nos enfants. Leur donner des armes pour être demain les décideurs et ani-

mateurs du développement de notre pays », précise le ministre Amichia. Qui invite les bénéficiaires au sérieux dans les études, à l'effort, à la discipline et à l'assiduité. Il a également exprimé sa reconnaissance aux établissements scolaires partenaires qui accompagnent la mairie dans le projet. Au nom des récipiendaires, Yann Doucou a traduit sa gratitude au conseil municipal pour « cette marque d'attention à l'égard des élèves et étudiants de la commune ». Il a fait la promesse que les bénéficiaires seront de bons exemples par leur travail, leur discipline, afin de mériter davantage la confiance du conseil municipal de Treichville. ■

MARC YEVOU (SERCOM)

# Méthodes contraceptives La Côte d'Ivoire s'engage pour le renforcement des capacités des plus jeunes

Encourager les parents, les prestataires à soutenir la jeunesse dans les moments difficiles de sa vie sexuelle et reproductive ». Tel est l'objectif de la campagne de sensibilisation lancée par la plateforme dénommée « Merci mon héros », avec l'appui du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, le 14 novembre, à l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid), à Cocody les II-Plateaux. Selon Diarra Kamara Racine, directrice-pays du centre de programme de communication chef de projet de « Merci mon héros », cette campagne consiste à briser les tabous en parlant de la sexualité et de la planification familiale avec les jeunes, pour les aider à avoir une vie épanouie. Selon elle, pendant une période de six mois, notamment de novembre 2019 à fin avril 2020, l'opération va

s'intensifier par la diffusion de vidéo-témoignages et l'interpellation des parents, enseignants, leaders communautaires à répondre à l'invitation des jeunes de les écouter, les conseiller et les accompagner dans l'utilisation des méthodes contraceptives. Dr Kakou Raoul, du Programme national de santé de la mère et de l'enfant (Pnsme), représentant le ministère de tutelle, s'est dit heureux de cette initiative qui caractérise le renforcement de capacités des plus jeunes en matière de méthodes contraceptives. « Cela met en rapport les plus jeunes et les aînés afin de bénéficier des conseils des derniers et renforcer les connaissances des premiers et les orienter », a-t-il indiqué. « Merci mon héros » a été initié lors du sommet francophone pour le changement social et de comportement en février 2019 à Abidjan. ■

JEAN BAVANE KOUIKA

# Lutte contre la tuberculose chez l'enfant La Fondation Elisabeth Glaser offre plus de 20 millions de FCfa d'équipement au programme national



Le directeur coordonnateur du PnlT, Dr Jacquemin Kouakou (appareil en main) a salué l'appui de la fondation. (Ph: DR)

Le Programme national de la lutte contre la tuberculose (PnlT), logé dans l'enceinte du centre antituberculeux d'Adjamé, vient de voir sa capacité de réaction renforcée par la fondation Elisabeth Glaser pour la lutte contre le sida pédiatrique (Egpa). Cette Ong a offert, le 14 novembre, plus de 20 millions Fcfa d'équipement composé de 18 appareils

d'aspiration de mucosité de dernière génération avec des accessoires et des intrants pour leur stérilisation. Pour le Dr Essombo Joseph, directeur pays de la fondation, ce don s'inscrit dans le droit fil des engagements de la fondation Elisabeth Glaser pour la lutte contre le sida pédiatrique. « Ces équipements permettront de réaliser des aspirations naso pharyngées pour la collecte

d'échantillons chez les enfants de moins de 10 ans en vue de la réalisation du test diagnostic de la tuberculose », a indiqué le donateur. Qui a réaffirmé l'engagement de son organisation à faire reculer la tuberculose sous toutes ces formes. Le directeur coordonnateur PnlT, Dr Jacquemin Kouakou, a traduit la reconnaissance du ministère de la Santé et promis de faire bon usage du matériel reçu.

M. YEVOU

La fondation Elisabeth Glaser pour la lutte contre le Sida pédiatrique est l'un des leaders mondiaux pour l'élimination de cette maladie. Elle intervient dans plus de 19 pays à travers le monde et soutient près de 5500 centres de santé dans la mise en œuvre de services de prévention, soins et traitements du Vih. ■

## AVIS D'ENQUETE DE COMMODO ET INCOMMODO

Le Sous-préfet d'Anyama a l'honneur de porter à la connaissance du Public, qu'une Enquête de Commodo et Incommodo d'une durée de trente (30) jours allant du jeudi 07 novembre au vendredi 06 décembre 2019 inclus, est ouverte dans les bureaux de la Sous-préfecture d'Anyama, relativement à une demande d'attribution d'une parcelle de terrain, d'une superficie de deux hectares zéro are quatre centiares (02 ha 00 a 04 ca) sise à Akoupé-zuidji, présentée par le Directeur du Domaine urbain pour le compte de Monsieur HIEN PHILIPPE, Tél : 07 72 37 21.

Madame YAO née AKA Kouso Angelinc, Secrétaire Administratif Chef du Service des domaines de la Sous-préfecture d'Anyama est nommée Commissaire-Enquêteur par décision n°38/SPAN/DOM du 07 novembre 2019 a qualité pour recevoir et enregistrer, toutes les oppositions et observations qui pourraient être faites dans un registre ouvert à cet effet.

ANYAMA, Le 07 novembre 2019  
KOUAKOU K. Michel  
Sous-préfet



**PORT AUTONOME D'ABIDJAN**  
*Une Référence Internationale*

---

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

La Direction Générale du Port Autonome d'Abidjan informe que les candidats dont les noms suivent, sont déclarés admis par ordre de mérite, au concours de recrutement des pilotes au titre de la session 2019.

Ce sont :

- 1- CHERIF ADAMA
- 2- KONE MOUTARY
- 3- YAO-BI ZAGOUTA FRANCK DIDIER
- 4- BOHUI NOËL INNOCENT
- 5- KOFFI YAO MAXIME
- 6- MONY LEHIE JEAN-MARC
- 7- KOFFI FRANTZ MICHAËL NOËL JUNIOR NAZERE

Les intéressés sont invités à prendre attache avec la Direction des Ressources Humaines (Département Administration du Personnel et des Affaires Sociales) du Port Autonome d'Abidjan dès diffusion du présent communiqué, en vue d'accomplir les formalités administratives.

**La Direction Générale**



## Budget 2020

## Les députés adoptent les programmes et crédits de onze ministères

Pendant trois jours, les ministres et les Secrétaires d'Etat passeront devant la Commission économique et financière de l'Assemblée nationale pour expliquer leurs choix.

Les députés membres de la Commission économique et financière de l'Assemblée nationale ont voté, hier, à la majorité relative, les programmes et crédits prévus pour être exécutés de dix ministères et un secrétariat d'Etat. Les ministres concernés ou leurs représentants sont passés devant la Commission de l'Assemblée nationale, comme l'exigent les dispositions légales encadrant le budget-programme. Pour leur passage devant les députés, les ministères et secrétaires d'Etat sont regroupés en fonction des missions qui



## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 003-2019/RCE/ANSCI/VIH:

RECRUTEMENT DE CABINET OU GROUPE DE CONSULTANTS POUR UNE ETUDE SUR L'IDENTIFICATION DES BESOINS SPECIFIQUES EN MATIERE DE PREVENTION ET PRISE EN CHARGE IST-VIH/SIDA CHEZ LES PERSONNES TRANSGENRES ET CHEZ LES PERSONNES HANDICAPEES A ABIDJAN - EN COTE D'IVOIRE

## I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans le cadre de la mise en oeuvre du programme « Mise à échelle des interventions de lutte contre le VIH et la tuberculose en Côte d'Ivoire » financé par Le Fonds Mondial pour la lutte contre le VIH, la Tuberculose et le Paludisme sur le nouveau modèle de financement (NFM2), Alliance Côte d'Ivoire avec l'appui de ses partenaires procède à un appel d'offres National pour recruter un consultant ou groupe de consultants nationaux ou internationaux afin de réaliser une étude pour l'identification des besoins spécifiques en matière de prévention et prise en charge IST-VIH/sida chez les personnes transgenres et chez les personnes handicapées en Côte d'Ivoire.

- LOT 1 : étude pour l'identification des besoins spécifiques en matière de prévention et prise en charge IST-VIH/sida chez les personnes transgenres en Côte d'Ivoire.
- LOT 2 : étude pour l'identification des besoins spécifiques en matière de prévention et prise en charge IST-VIH/sida chez les personnes handicapées en Côte d'Ivoire.

## II. OBJECTIF DE LA MISSION

L'objectif principal est d'améliorer la qualité des interventions en vue de l'atteinte des 90-90-90 chez les personnes handicapées et chez les personnes transgenres.

## III. PROFIL DU CABINET OU GROUPE DE CONSULTANTS

Les postulants doivent réunir les conditions suivantes :

- Etre un cabinet, ou groupe de consultants de réputation nationale ou internationale spécialisé dans la recherche au niveau de la santé et du développement ;
- Disposer d'un personnel qualifié ;
- Avoir une expérience confirmée de cinq (05) ans au moins dans le domaine de la recherche ;
- Avoir une expérience avérée dans la recherche auprès des personnes handicapées / transgenres sera un atout ;
- Les chercheurs - membres du cabinet doivent être titulaire d'un diplôme supérieur dans une discipline des sciences médicales et biologiques, sciences sociales, sciences juridiques, de santé publique, de biostatistique, de statistique, de démographie ou avoir une expérience confirmée en méthodes de recherche quantitatives et qualitatives ;
- Posséder d'excellentes capacités d'analyse, de synthèse et de rédaction et avoir l'esprit d'initiative ;
- Avoir une excellente maîtrise de l'outil informatique ;
- Avoir une bonne connaissance du système de santé ivoirien ;
- Concernant le profil des autres membres de son équipe, le consultant définira dans son offre technique les besoins et les profils nécessaires à la bonne réalisation de l'étude.

## IV. CONSTITUTION ET DEPOT DES DOSSIERS

Les postulants éligibles et intéressés sont invités à soumettre un dossier complet comportant les informations pertinentes indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter la mission.

Les propositions techniques et financières doivent être déposées sous plis fermés au plus tard le **MERCREDI 11 DECEMBRE 2019 à 10h00** à l'adresse géographique indiquée ci-après:

Alliance Côte d'Ivoire, II Plateaux, 7<sup>ème</sup> tranche, après le bureau Sodeci en allant au quartier Zinsou,  
08 BP 2046 Abidjan 08  
Tel : +225 22 52 85 70

Des éclaircissements peuvent être demandés à l'adresse [gas@ansci.org](mailto:gas@ansci.org) au plus tard 5 jours avant la date limite de soumission.

**NB : Les Termes de référence et Dispositions générales du présent Appel d'Offre National sont à retirer au bureau d'Alliance Côte d'Ivoire et sur le site Web: [www.ansci.org](http://www.ansci.org).**



Le ministre Moussa Sanogo accompagnera tous les ministres devant la Commission économique et financière de l'Assemblée nationale

leur sont dévolues. Hier, ce sont les missions «Pouvoirs publics et gouvernance» du ministère des Affaires étrangères ; de celui de l'intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur ; du ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation ; «Défense et sécurité» comprenant le ministère de la Sécurité et de la Protection civile ; le ministère d'Etat, ministère de la Défense, « Administration générale et développement économique» regroupant le ministère de l'Economie et des Finances ; le ministère auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat ; le ministère du Plan et du Développement ; le ministère de la Fonction publique ; le ministère de la Modernisation de l'administration et de l'innovation du service public et le secrétariat d'Etat au Renforcement des capacités.

Les crédits accordés hier se présentent comme suit : ministère de la Défense (349 405 821 144 FCfa) ; ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation (326 779 131 347) ; ministère de la Sécurité et de la Protection civile (165 364 574 101) ; ministère de l'Economie et des Finances (75 329 236 882) ; ministère auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat (605 333 640 836 FCfa, dont seulement un peu plus de 176 milliards en propres) ; ministère du Plan et du Développement (21 582 134 982) ; ministère de la Fonction publique (22 790 308 130) ; ministère de la Modernisation de l'administration et de l'innovation du service public (3 103 959

536) ; secrétariat d'Etat au Renforcement des capacités (6 443 151 439) ; ministère des Affaires étrangères (un peu plus de 96 milliards) ; ministère de l'intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur (un peu plus de 2,6 milliards).

Auparavant, le ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo, a indiqué dans son discours introductif que le budget de l'Etat pour 2020 s'équilibre en ressources et en dépenses à 8 061 milliards de FCfa, soit une progression de 9,9% par rapport au budget 2019 qui était de 7 334,3 milliards.

Conformément à la nouvelle doctrine budgétaire de la Côte d'Ivoire (le budget-programme), la loi des finances 2020 est structurée en 35 dotations et 149 programmes budgétaires logés au sein des institutions et ministères. Passeront aujourd'hui, les ministères relevant des missions : «Enseignement, formation et recherche», «Santé et action sociale » ; « Culture, jeunesse, sport et loisirs ». Initié par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), le budget-programme est un mode de gestion des finances publiques avec pour objectif d'insuffler une plus grande cohérence entre les objectifs de développement et les allocations budgétaires, de sorte à accroître l'efficacité de la dépense. A la différence de la budgétisation basée sur les moyens qui était appliquée depuis les indépendances, le budget-programme est triennuel.

DAVID YA

Budget-programme 2020

# 26 ministres ont convaincu les députés en deux jours

Les députés de la Commission des affaires économiques et financières (Caef) de l'Assemblée nationale passent en revue, depuis le 19 novembre, les grandes orientations des projets de développement du gouvernement et les crédits afférents, dans le cadre de l'examen de la loi de finances 2020.

**T**reize ministres et trois secrétariats d'État, partageant les missions « Enseignement, formation et recherches » ; « Santé et actions sociales » ; « Culture, jeunesse, sports et loisir », assistés par le ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, ont convaincu, hier, les députés de la Commission des affaires économiques et financières (Caef) de l'Assemblée nationale de la pertinence de leurs programmes et des crédits afférents, inscrits au budget-programme 2020. A la majorité relative de ses membres présents, la Caef leur a donné son approbation. Il s'agit du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation de professionnelle ; de celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ; du secrétariat d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation de professionnelle, chargé de l'Enseignement technique et de la Formation de profes-



Le ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, cheville ouvrière du budget programme.

sionnelle ; du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique ; du ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant ; du ministère de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de la Lutte contre la pauvreté ; du ministère de l'Emploi et de la Protection sociale ; du secrétariat d'État auprès du ministère de la Femme, de la famille et de l'Enfant, chargé l'Auto-

nomisation des femmes ; du ministère du Tourisme ; du ministère des Sports ; du ministère de la Culture et de la Francophonie ; du ministère de la Communication et des Médias ; du ministère de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes ; du ministère de l'Artisanat et du secrétariat d'État chargé du Service civique. Avec l'adoption des programmes et crédits ou-

verts de ces treize ministres et trois secrétariats d'État, hier, ce sont, au total, 26 entités gouvernementales, ministères et secrétariats d'État qui ont défendu leurs projets de développement avec succès en deux jours.

### Les discussions

Les questions soulevées par les députés ont permis, notamment au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de faire le point sur la gestion de la crise des étudiants non inscrits dans la base de données des universités et qui revendiquent leur admission en classe supérieure. Mabri Toikeusse a assuré que le problème qui concerne plus de 1500 étudiants est en passe d'être solutionné. 1300 parmi eux ont déjà obtenu leur intégration et 250 autres cas sont en cours de résolution. « Mais l'intégration ne signifie pas que l'année scolaire qu'ils revendiquent sera validée ». C'est encore la pomme de discorde entre

les autorités universitaires et les étudiants hors base de données du système éducatif.

Par ailleurs, Mabri Toikeusse a révélé que de nombreux étudiants prennent cours sur le campus sans inscription. Une situation qui rend difficile la production de statistiques viables sur le nombre d'étudiants qui fréquentent les universités publiques. Il a aussi indiqué que la formation d'un étudiant coûte 1,5 million par an à l'État dans les établissements publics et 300 à 400 mille par an dans le privé. Enfin, il a réaffirmé la volonté du gouvernement de poursuivre la construction d'autres universités à l'intérieur du pays. Ces universités, a-t-il dit, seront « thématiques ».

Quant au secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation de professionnelle, chargé de l'Enseignement technique et de la Formation de professionnelle, il a souligné que malgré les efforts du gouvernement, il faudra plus de temps pour absorber, dans des conditions optimums, les enfants qui frappent aux portes des écoles. « Seulement à Abobo, il y a 450 naissances par jour, selon les statistiques. Pour absorber cette population, il faut construire 1,5 école par jour. Ce qui relève quasiment de l'ordre de l'impossible », a-t-il déclaré pour imaginer la forte pression démographique à laquelle l'école fait face. Outre l'enseignement et l'éducation scolaire, les députés ont réservé beaucoup de questions au ministre de la Santé et de l'Hygiène publique. Le titulaire du poste, le ministre Aka Aouélé, a expliqué la politique d'amélioration des centres de santé du

pays engagée par le gouvernement et évoqué les réformes à venir du système de santé. Son collègue de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public, Abinan Kouakou Pascal, a fait le point sur les efforts du gouvernement et de la Première dame, Dominique Ouattara, pour lutter contre le travail forcé sur la période 2018-2019. Le bilan de la mise œuvre des missions assignées au Pr Mariatou Koné, ministre de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de la Lutte contre la pauvreté, faisait aussi partie des préoccupations des députés. Les parlementaires ont appris que 13,2 milliards de FCfa ont déjà été distribués dans le cadre du programme des filets sociaux. Lesquels sont destinés aux personnes économiquement faibles. Le ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, principale cheville ouvrière du budget-programme, s'est réjoui de la qualité des questions des députés et aussi de la pertinence des réponses apportées par les ministres. Cela participe du jeu démocratique, s'est-il félicité.

Le budget général de l'État de Côte d'Ivoire de 2020 s'équilibre en ressources et en dépenses à 8 061 milliards de FCfa, soit une progression de 9,9% par rapport au budget 2019 qui était de 7 334,3 milliards. ■

DAVID YA

**Le Monde est Petit... QUAND ON VOIT GRAND !**

**EXECUTIVE BACHELOR (Bac + 3)**  
pour Bac+2 en activités  
Possibilité de Double  
Diplômation Internationale

**EXECUTIVE MBA (Bac + 5)**  
Master of Business Administration  
Avec mémoire de spécialisation

- ✓ Finance Audit Contrôle de Gestion
- ✓ Marketing & Communication digitale
- ✓ Entrepreneurial & Management de Projets

Lancement de la 13<sup>ème</sup> Promotion

**DBA (Bac + 8) à DAKAR**  
Doctorate of Business Administration  
Lancement de la 9<sup>ème</sup> Promotion

Possibilité de voyage d'études à Dubai, Chine et au Maroc

UI ABIDJAN, 2 Plateaux vallons (face BURIDA), COCODY  
TEL : +225 22 41 65 74 TEL & Whatsapp : +225 48 26 91 01  
[www.universiteinternationale.com](http://www.universiteinternationale.com)

**UNIVERSITE -D'ABIDJAN- INTERNATIONALE**

HECI BUSINESS SCHOOL  
UNIVERSITE INTERNATIONALE

IPAC  
Réseau de Business Schools en Afrique  
HEC BUSINESS SCHOOL

Accès à l'éducation

# Amichia offre 2500 prises en charge scolaires

Le maire et le conseil municipal de Treichville volent au secours des familles modestes.

Dans la mise en œuvre de sa politique de l'éducation pour tous dans la commune de Treichville, le maire Albert François Amichia a mis à la disposition de plus de 3000 familles une enveloppe de plus de 100 millions pour la prise en charge scolaire des enfants. Plus de 2500 élèves et étudiants de la 6<sup>e</sup> au master ainsi que des déscolarisés qui suivent des formations qualifiantes en sont les bénéficiaires. La cérémonie officielle de remise des bons de prise en charge a eu lieu hier, dans l'arrière-cour de la mairie de Treichville, en présence des forces vives de la commune, des élèves, des étudiants et leurs parents venus nombreux prendre part à ce rendez-vous du partage. Dans son adresse, Albert



Heureux d'être accompagnés, les bénéficiaires ont promis d'être des exemples par le travail bien fait à l'école. (PH: DR)

François Amichia a rappelé l'engagement de la municipalité à donner la chance à tous les enfants de la commune. « En le faisant, notre

but est de contribuer significativement à l'accès à l'éducation de nos enfants. Leur donner des armes pour être demain les décideurs et ani-

mateurs du développement de notre pays », précise le ministre Amichia. Qui invite les bénéficiaires au sérieux dans les études, à l'effort, à la discipline et à l'assiduité. Il a également exprimé sa reconnaissance aux établissements scolaires partenaires qui accompagnent la mairie dans le projet. Au nom des récipiendaires, Yann Doucou a traduit sa gratitude au conseil municipal pour « cette marque d'attention à l'égard des élèves et étudiants de la commune ». Il a fait la promesse que les bénéficiaires seront de bons exemples par leur travail, leur discipline, afin de mériter davantage la confiance du conseil municipal de Treichville. ■

MARC YEVOU (SERCOM)

Méthodes contraceptives

# La Côte d'Ivoire s'engage pour le renforcement des capacités des plus jeunes

Encourager les parents, les prestataires à soutenir la jeunesse dans les moments difficiles de sa vie sexuelle et reproductive. Tel est l'objectif de la campagne de sensibilisation lancée par la plateforme dénommée « Merci mon héros », avec l'appui du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, le 14 novembre, à l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid), à Cocody les II-Plateaux. Selon Diarra Kamara Racine, directrice-pays du centre de programme de communication chef de projet de « Merci mon héros », cette campagne consiste à briser les tabous en parlant de la sexualité et de la planification familiale avec les jeunes, pour les aider à avoir une vie épanouie.

S'intensifier par la diffusion de vidéo-témoignages et l'interpellation des parents, enseignants, leaders communautaires à répondre à l'invitation des jeunes de les écouter, les conseiller et les accompagner dans l'utilisation des méthodes contraceptives.

Dr Kakou Raoul, du Programme national de santé de la mère et de l'enfant (Pnsmé), représentant le ministère de tutelle, s'est dit heureux de cette initiative qui caractérise le renforcement de capacités des plus jeunes en matière de méthodes contraceptives. « Cela met en rapport les plus jeunes et les aînés afin de bénéficier des conseils des derniers et renforcer les connaissances des premiers et les orienter », a-t-il indiqué.

« Merci mon héros » a été initié lors du sommet francophone pour le changement social et de comportement en février 2019 à Abidjan. ■

Selon elle, pendant une période de six mois, notamment de novembre 2019 à fin avril 2020, l'opération va

JEAN BAVANE KOUIKA

## Lutte contre la tuberculose chez l'enfant

# La Fondation Elisabeth Glaser offre plus de 20 millions de FCfa d'équipement au programme national



Le directeur coordonnateur du Pnit, Dr Jacquemin Kouakou (appareil en main) a salué l'appui de la fondation. (Ph: DR)

Le Programme national de la lutte contre la tuberculose (Pnit), logé dans l'enceinte du centre antituberculeux d'Adjamé, vient de voir sa capacité de réaction renforcée par la fondation Elisabeth Glaser pour la lutte contre le sida pédiatrique (Egpa). Cette Ong a offert, le 14 novembre, plus de 20 millions Fcfa d'équipement composé de 18 appareils

d'aspiration de mucosité de dernière génération avec des accessoires et des intrants pour leur stérilisation. Pour le Dr Essombo Joseph, directeur pays de la fondation, ce don s'inscrit dans le droit fil des engagements de la fondation Elisabeth Glaser pour la lutte contre le sida pédiatrique. « Ces équipements permettront de réaliser des aspirations naso pharyngées pour la collecte

d'échantillons chez les enfants de moins de 10 ans en vue de la réalisation du test diagnostic de la tuberculose », a indiqué le donateur. Qui a réaffirmé l'engagement de son organisation à faire reculer la tuberculose sous toutes ses formes. Le directeur coordonnateur Pnit, Dr Jacquemin Kouakou, a traduit la reconnaissance du ministère de la Santé et promis de faire bon usage du matériel reçu.

La fondation Elisabeth Glaser pour la lutte contre le Sida pédiatrique est l'un des leaders mondiaux pour l'élimination de cette maladie. Elle intervient dans plus de 19 pays à travers le monde et soutient près de 5500 centres de santé dans la mise en œuvre de services de prévention, soins et traitements du Vih. ■

M. YEVOU

### AVIS D'ENQUETE DE COMMODO ET INCOMMODO

Le Sous-préfet d'Anyama a l'honneur de porter à la connaissance du Public, qu'une Enquête de Commodo et Incommodo d'une durée de trente (30) jours allant du jeudi 07 novembre au vendredi 06 décembre 2019 inclus, est ouverte dans les bureaux de la Sous-préfecture d'Anyama, relativement à une demande d'attribution d'une parcelle de terrain, d'une superficie de deux hectares zéro are quatre centiares (02 ha 00 a 04 ca) sise à Akoupé-zoujdi, présentée par le Directeur du Domaine urbain pour le compte de Monsieur HIEN PHILIPPE, Tél : 07 72 37 21.

Madame YAO née AKA Kouso Angeline, Secrétaire Administratif, Chef du Service des domaines de la Sous-préfecture d'Anyama est nommée Commissaire-Enquêteur par décision n°36/SPAN/DOM du 07 novembre 2019 a qualité pour recevoir et enregistrer, toutes les oppositions et observations qui pourraient être faites dans un registre ouvert à cet effet.

ANYAMA, Le 07 novembre 2019  
KOUAKOU K. Michel  
Sous-préfet



**PORT AUTONOME D'ABIDJAN**  
Une Référence Internationale

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

La Direction Générale du Port Autonome d'Abidjan informe que les candidats dont les noms suivent, sont déclarés admis par ordre de mérite, au concours de recrutement des pilotes au titre de la session 2019.

Ce sont :

- 1- CHERIF ADAMA
- 2- KONE MOUTARY
- 3- YAO-BI ZAGOUTA FRANCK DIDIER
- 4- BOHUI NOËL INNOCENT
- 5- KOFFI YAO MAXIME
- 6- MONY LEHIE JEAN-MARC
- 7- KOFFI FRANTZ MICHAËL NOËL JUNIOR NAZERE

Les intéressés sont invités à prendre attache avec la Direction des Ressources Humaines (Département Administration du Personnel et des Affaires Sociales) du Port Autonome d'Abidjan dès diffusion du présent communiqué, en vue d'accomplir les formalités administratives.

**La Direction Générale**



## Coopération Côte d'Ivoire – Maroc

# Le "Village Maroc" pour renforcer l'axe Abidjan-Rabat

Les deux pays entretiennent des relations de longues dates, de plus en plus dynamiques ces dernières années.

Après Orlando (États-Unis), le "Village Maroc" prend ses quartiers pour sa deuxième édition à Abidjan, les 6, 7 et 8 décembre, au Palais de la culture Bernard Dadié de Treichville. L'annonce a été faite le 7 novembre, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, par les responsables de Musk Stratégies, structure organisatrice de l'événement. C'était en présence des principaux partenaires de l'événement dont l'Agence marocaine de développement des investissements et des exportations (Amdie) et de l'ambassadeur du Royaume du Maroc, Abdelmalek Kettani. Le "Village Maroc", comme l'a expliqué Bahia Benkhar, la directrice de Musk Stratégies, a pour objectif principal de créer des ponts et consolider les relations entre le Maroc et le pays où il est orga-



Bahia Benkhar (au micro), directrice de Musk Stratégies, structure organisatrice de l'événement, a reçu le soutien de l'ambassadeur du Maroc, Abdelmalek Kettani. (PHOTO : D.R)

nisé. Ce, conformément à la vision du Roi du Maroc, Mohammed VI, qui est engagé à ouvrir son pays sur l'Afrique et le reste du monde, mais également à développer des

relations économiques et sociales fortes entre les pays du Sud. Mais l'ambassadeur du Maroc y voit une occasion de célébrer l'excellence des relations d'amitié et de fraternité que son pays entretient avec la Côte d'Ivoire. « C'est un événement qui nous donne l'occasion de célébrer l'amitié ivoiro-marocaine. Une amitié très fructueuse et qui se montre dynamique ces dernières années. En effet, les relations entre nos deux pays sont ancestrales, soutenues par d'importants investissements d'entreprises publiques et privées marocaines en Côte d'Ivoire. Nous nous sentons chez nous », a-t-il déclaré. Empreinte d'amitié, de respect et d'échanges humains, socio-économiques et politiques, l'histoire entre Abidjan et Rabat remonte à plusieurs décennies. Les relations ont pris une pro-

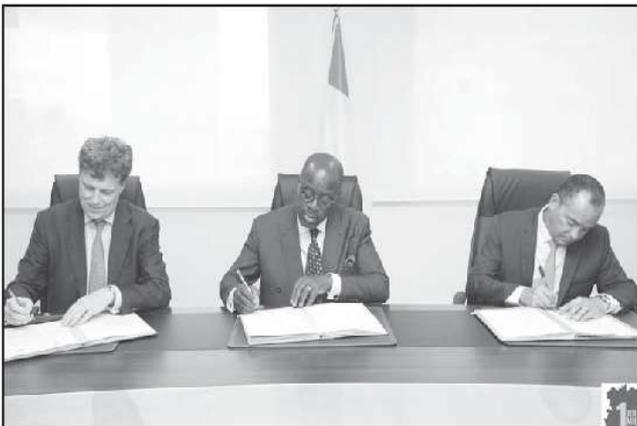
portion plus importante ces dernières années, grâce à la volonté commune des deux dirigeants, à savoir le Président Alassane Ouattara et le roi Mohammed VI. Six visites royales en Côte d'Ivoire et deux déplacements présidentiels depuis 2013. Aussi différentes conventions d'échange et de partenariat ont-elles été signées, impactant plusieurs secteurs socio-économiques et plus de 120 projets lancés. Le "Village Maroc" se déclinera en plusieurs activités : panels qui permettront de retracer l'histoire commune des liens entre les deux pays et de jeter les perspectives, des conférences sur l'économie, la géopolitique et des expositions qui permettront de valoriser les cultures ivoirienne et marocaine sous toutes leurs coutures. ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

### Protection et restauration de la forêt d'Arrah

PUBLI-INFO

## Barry Callebaut signe un protocole d'accord avec le Ministère des eaux et forêts



Le 12 novembre 2019, à Abidjan, Barry Callebaut, premier fabricant mondial de produits de chocolat et de cacao de haute qualité a signé avec le Ministère ivoirien des eaux et forêts et Inprobois, entreprise majeure en Côte d'Ivoire dans la transformation du bois et de l'aménagement forestier, un mémorandum d'accord sur l'agroforesterie. Le protocole d'accord s'appuie sur la lettre d'intention signée par Barry Callebaut avec le Ministère des Eaux et Forêts en juin 2018. Ce protocole a pour objectif de permettre aux signataires de mettre à l'essai un modèle de protection, de gestion et de restauration des forêts autour du bien classé et dégradé : la forêt classée d'Arrah située dans la région de Moronou, en Côte d'Ivoire.

- Le Projet pilote vise à développer un modèle de culture cacaoyère agroforestière durable ;
- Barry Callebaut s'engage à soutenir la protection et la restauration de la forêt classée d'Arrah.

En effet, la forêt classée d'Arrah couvre une superficie d'environ 13 700 hectares. Elle est considérée comme dégradée car plus de 75% de la couverture forestière initiale a été détruite par les activités agricoles. Le projet pilote d'agroforesterie a pour but de protéger et de restaurer cette forêt. À cette fin, il est prévu dans le projet pilote de travailler avec les communautés de producteurs de cacao dans la périphérie de la forêt classée pour développer un modèle de production de cacao permettant une utilisation durable de la forêt. Cela comprend l'amélioration des revenus des agriculteurs grâce à l'utilisation de variétés de cacao à rendement élevé, nécessitant par conséquent moins de terres, ainsi que la diversification des revenus par l'ajout d'une seconde culture. En outre, le projet pilote visera également à éliminer le travail des enfants dans les communautés productrices de cacao de la forêt classée d'Arrah.

Selon Jo Thys, Vice-président Afrique de Barry Callebaut : « Par le biais de l'agroforesterie, nous voulons trouver un équilibre entre restaurer la forêt classée d'Arrah et soutenir les producteurs de cacao qui dépendent fortement des revenus de la culture de cacao dans cette forêt classée. Ce projet pilote constitue une étape importante dans l'évaluation d'un modèle de gestion de l'agroforesterie qui permettra d'atteindre efficacement cet équilibre ».

Selon Patrice Servant, Directeur Général d'INPROBOIS, « plus de 20 ans d'expériences dans le reboisement permettent à INPROBOIS de s'engager dans un solide partenariat permettant la création de ressources forestières durables, en association avec les activités agricoles, dans la cadre de ce projet pilote innovant mis en place dans la forêt classée d'Arrah ».

Technologies de l'information et de la communication

Mamadou Sanogo: « Une bonne maîtrise des flux des communicateurs peut permettre de capter plus de 200 milliards de Fcfa supplémentaires pour l'État »



Le ministre de l'Économie numérique et de la Poste a fait un brillant exposé devant les Sénateurs. (PHOTO : D.R)

Le secteur des télécommunications connaît, depuis plusieurs années, une rapide expansion marquée par une forte diversité de ses activités et un accroissement continu de ses utilisateurs. Il en résulte pour les services de l'administration en charge de ce secteur des difficultés à suivre le rythme de cette évolution, notamment en termes d'adaptation des méthodes classiques de régulation et de contrôle. Eu égard à l'insuffisance de moyens dont disposent ces services pour mener à bien leur mission. C'est donc pour corriger ces insuffisances que le ministre Mamadou Sanogo, en charge de la Poste et de l'Économie numérique, était, le 19 novembre, face aux sénateurs membres de la Commis-

sion de la recherche, de la science, de la technologie et de l'environnement ( Crste). L'émissaire du gouvernement a présenté le projet de loi ratifiant l'ordonnance n°2019-495 du 12 juin 2019, portant institution d'un dispositif de contrôle des flux de communication électronique des entreprises de télécommunications. Aux sénateurs membres de la Crste, Mamadou Sanogo a expliqué que « ce projet de loi vient corriger ces insuffisances, en instituant un nouveau mécanisme de contrôle des flux de communications électroniques prenant en compte les récentes évolutions du secteur ». Avant de préciser que « l'ordonnance tient également compte des dispositions relatives au secret professionnel, à la pro-

tection des données à caractère personnel et à leur confidentialité. En même temps qu'elle renforce les garanties des droits des opérateurs concernés, en instituant un mécanisme de recours en leur faveur ».

Le secteur des télécommunications enregistre d'importants chiffres d'affaires. À titre d'exemple, le ministre a révélé que pour l'exercice 2017, il a capté plus de 1037 milliards de Fcfa, contre 1032 milliards au titre de 2018.

« Une bonne maîtrise des flux peut permettre d'enregistrer plus de 200 milliards supplémentaires pour l'État, chaque année. Et de réaliser un peu plus d'infrastructures sociales au profit des populations », relève Mamadou Sanogo.

Face à ces importants enjeux, les sénateurs ont voté, à l'unanimité des membres de ladite commission, le projet de loi. ■

NDRI CELESTIN

Prévention et gestion des catastrophes

Exports d'Afrique de l'Ouest et du Centre partagent leurs expériences à Abidjan

Le ministre de la Ville, Albert François Amichia, a réaffirmé, hier, l'engagement du gouvernement à travailler davantage dans le sens de la prévention des catastrophes. Il s'est exprimé à la cérémonie d'ouverture de la 1ère Conférence régionale Understanding Risk Afrique de l'Ouest et du Centre au Latrille Events à Cocody-les-Plâteaux où il représentait son homologue Anne Désirée Ouloto en charge de l'Assainissement et de la Salubrité. « C'est conscient de l'importance de la prévention des catastrophes que le gouvernement ivoirien n'a pas lésiné sur les moyens pour entreprendre des travaux d'hercule. Nous pensons que les participants auront l'occasion de visiter les zones assainies et en cours d'assainissement », a-t-il déclaré. Il a souligné la justesse du thème de la conférence - « Capital humain et innovations technologiques, moteurs de la résilience » - Et a indiqué que « la question

de prévention et de gestion des catastrophes interpelle à tous les niveaux, d'autant plus que la vulnérabilité de nos territoires est constamment mise à rude épreuve ». Surtout que les catastrophes ont entraîné la mort de plus de 1,3 milliard de personnes ces vingt dernières années, selon l'Onu. Et 500 millions d'autres sont exposées à ces risques selon l'institution. Le ministre de la Ville n'a pas manqué d'exprimer le satisfecit du gouvernement quant au choix de la Banque mondiale et de l'Union européenne (Ue) porté sur la Côte d'Ivoire pour abriter l'évènement. Pour sa part, Jobst von Kirchmann, chef de la délégation de l'Ue en Côte d'Ivoire, a invité à des échanges approfondis et des recommandations concrètes qui pourraient se transformer en actions, d'autant plus que la situation des personnes exposées est de plus en plus grave. Il a relevé que « les trois quarts de la population en Afrique de l'Ouest ont été

exposés à des risques liés à des phénomènes météorologiques extrêmes durant les trois dernières décennies ». Le diplomate a montré l'intérêt pour l'Ue de disposer de données et de solutions pratiques pour prévenir et gérer les situations de catastrophe dans le cadre de son partenariat avec le continent. « Les changements climatiques, c'est le sujet n°1 à l'Ue », a-t-il fait savoir. C'est pourquoi, il a souhaité une implication plus poussée des nouvelles technologies dans lesquelles il faut davantage investir. L'Afrique davantage exposée

Quant à Coralie Gevers, directrice des opérations de la Banque mondiale dans plusieurs pays ouest-africains dont la Côte d'Ivoire, elle s'est félicitée de l'engagement suscité par la rencontre. Elle a exprimé sa gratitude à l'ensemble des participants soucieux de comprendre les risques de catastrophe. Parce qu'au-delà de la Côte d'Ivoire, ce sont plus de 2 millions de personnes qui ont été déjà affectées par les inondations en 2019 dont 500 mille obligées de quitter leurs foyers, selon Coralie Gevers. La directrice des opérations de la Banque mondiale a également indiqué que depuis 1970, ce sont 2500 catastrophes qui ont fait plus d'un millions de morts en Afrique et des dommages estimés à plus de 17 600 milliards de Fcfa (32 milliards de dollars), correspondant à huit années de recettes d'un pays comme le Sénégal. Outre le millier de participants dont des centaines d'experts venus de par le monde, la rencontre a mobilisé des gouvernements dont ceux du Niger et de la République démocratique du Congo représentés respectivement par Ibrahim Guimba, ministre-conseiller du Chef de l'État nigérian et Robert Luzolano, ministre provincial de Kinshasa. ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
Union - Discipline - Travail  
Agence Nationale De l'Environnement  
ANDE

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE  
Union - Discipline - Travail

**ENQUETE PUBLIQUE A PACOBO**

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD), à travers l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), porte à la connaissance de la population ivoirienne que, dans le cadre de la validation du rapport de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) du PROJET D'EXPLOITATION DE DEUX CARRIERES DE PYROCLASTE A SINGROBO DANS LA SOUS-PREFECTURE DE PACOBO (DEPARTEMENT DE TAABO), présenté par la société CIMAF, une Enquête Publique est organisée du MERCREDI 20 NOVEMBRE 2019 au MARDI 03 DECEMBRE 2019 inclus.

A cet effet, un registre est ouvert à la SOUS-PREFECTURE DE PACOBO pour recevoir et enregistrer toutes les réclamations et observations qui pourraient être faites, et ce, tous les jours ouvrables de 07h30 mn à 12h30 mn et de 14h30 mn à 16h30 mn.

LA DIRECTRICE  
Mme Madeleine Sopi ACKO

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
Union - Discipline - Travail  
Agence Nationale De l'Environnement  
ANDE

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE  
Union - Discipline - Travail

**ENQUETE PUBLIQUE A KATIOLA**

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD), à travers l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), porte à la connaissance de la population ivoirienne que, dans le cadre de la validation du rapport de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) du PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EXPLOITATION D'UNE USINE DE TRANSFORMATION D'ANACARDE A KATIOLA, présenté par la société AFRICA MOTHER NEEDS, une Enquête Publique est organisée du MERCREDI 20 NOVEMBRE 2019 au MARDI 03 DECEMBRE 2019 inclus.

A cet effet, un registre est ouvert à la PREFECTURE DE KATIOLA pour recevoir et enregistrer toutes les réclamations et observations qui pourraient être faites, et ce, tous les jours ouvrables de 07h30 mn à 12h30 mn et de 14h30 mn à 16h30 mn.

LA DIRECTRICE  
Madame Madeleine Sopi ACKO

# Asecna

## L'agence veut adapter la gestion de son personnel à son statut international

Une session extraordinaire de l'organe de dialogue social de l'Asecna se tient du 18 au 23 novembre, à l'hôtel Afrikland de Grand-Bassam.

L'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna) tient, depuis mardi, à l'hôtel Afrikland de Grand-Bassam, une session extraordinaire de son Organe communautaire de concertation et de négociation (OCCN). Une session d'une semaine à laquelle prend part une centaine de plénipotentiaires dudit organe de dialogue social, représentant les 18 Etats membres de l'agence.

C'est l'occasion pour la direction générale de partager avec l'ensemble du corps social les réformes sociales envisagées, en conformité avec le statut international de l'institution obtenu en 2010. En effet, l'Asecna, dans son ambition d'être une agence de référence internationale, a été dotée d'un statut international, et a donc décidé d'optimiser sa gestion notamment en ce



Les 18 Etats membres de l'agence sont représentés à la réunion qui prend fin samedi. (PHOTO: D.R)

qui concerne le personnel. « La situation du personnel doit s'adapter à ce statut international. Il y a quelques années, l'agence a arrêté un statut unique du personnel dans ses 18 Etats membres. Il est question aujourd'hui de

moderniser ce statut unique. C'est-à-dire faire en sorte que le personnel de l'Asecna acquiert un statut international à l'instar des grandes institutions internationales et qu'il y ait une juste répartition des revenus de l'agence. Nous

sommes donc ici à Abidjan pour trouver un consensus entre tous les Etats membres sur les nouveaux textes de gestion et de rémunération du personnel », a expliqué le directeur général de l'Asecna, le Nigérien Mohamed Mous-

sa, à l'ouverture de la session. Le système de gestion et de rémunération du personnel de l'Asecna est donc en passe d'aller d'un système national à un système communautaire, détaché complètement des réglementations nationales. C'est le défi qui doit être relevé à Grand-Bassam. Pour le directeur de cabinet du ministère des Transports, Ahmed Diomandé, qui a présidé la cérémonie d'ouverture, « il faut assurer la pérennité de l'Asecna en optimisant sa gestion ». Et le dialogue social doit être de mise dans cette démarche.

En ce qui concerne le système de rémunération des agents de l'Asecna, il est à ce jour basé sur les diplômes. L'objectif aujourd'hui pour la direction de l'agence, comme l'a expliqué Moustapha Abani, président du bureau du collectif des représentants des travailleurs de l'Asecna,

c'est de le faire migrer vers un autre système basé sur le poste. « Nous avons décidé de passer à un système basé sur la contribution de chaque poste aux résultats de l'agence et non plus sur les diplômes. Cela fait plusieurs années que nous travaillons sur ce chantier. Plusieurs réunions se sont tenues au cours desquelles nous avons bien conçu et développé cette idée. Aujourd'hui, c'est la réunion ultime au terme de laquelle sera validé le nouveau système », a-t-il expliqué. L'Asecna fêtera, le 12 décembre, ses 60 ans d'existence. La vision de ses dirigeants est de faire adhérer tous les pays africains. Mais également de doter l'agence des instruments technologiques les plus performants pour assurer la sécurité de la navigation aérienne sur le continent ■

FAUSTIN ÉHOUMAN



### AGENCE NATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT

ANDE

### COMMUNIQUE

#### AGREMENT DES BUREAUX D'ETUDES ET CONSULTANTS INDEPENDANTS EN EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE) informe les Bureaux d'Etudes et Consultants Indépendants en Evaluation Environnementale que les dossiers de Demande et de Renouvellement d'agrément sont reçus du **Lundi 02 Décembre au Mercredi 18 Décembre 2019**.

La liste des pièces constitutives du dossier de candidature est à retirer au siège de l'Agence sis à **Cocody, Angré 8<sup>e</sup> Tranche, Carrefour "Prière"**.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez nous joindre aux contacts suivants :

Tél : (+225) 22 46 75 90 / (+225) 22 54 83 30  
Email : [andecotedivoire@gmail.com](mailto:andecotedivoire@gmail.com)

**ANDE, GUICHET UNIQUE DES EVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES EN CÔTE D'IVOIRE**

**LA DIRECTRICE**  
**Madame Madeleine Sopi ACKO**

# L'agence veut adapter la gestion de son personnel à son statut international

Une session extraordinaire de l'organe de dialogue social de l'Asecna se tient du 18 au 23 novembre, à l'hôtel Afrikland de Grand-Bassam.

L'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna) tient, depuis mardi, à l'hôtel Afrikland de Grand-Bassam, une session extraordinaire de son Organe communautaire de concertation et de négociation (Ocn). Une session d'une semaine à laquelle prend part une centaine de plénipotentiaires dudit organe de dialogue social, représentant les 18 Etats membres de l'agence.

C'est l'occasion pour la direction générale de partager avec l'ensemble du corps social les réformes sociales envisagées, en conformité avec le statut international de l'institution obtenu en 2010. En effet, l'Asecna, dans son ambition d'être une agence de référence internationale, a été dotée d'un statut international, et a donc décidé d'optimiser sa gestion notamment en ce



Les 18 Etats membres de l'agence sont représentés à la réunion qui prend fin samedi. (PHOTO DPH)

qui concerne le personnel. « La situation du personnel doit s'adapter à ce statut international. Il y a quelques années, l'agence a arrêté un statut unique du personnel dans ses 18 Etats membres. Il est question aujourd'hui de

moderniser ce statut unique. C'est-à-dire faire en sorte que le personnel de l'Asecna acquiert un statut international à l'instar des grandes institutions internationales et qu'il y ait une juste répartition des revenus de l'agence. Nous

sommes donc ici à Abidjan pour trouver un consensus entre tous les Etats membres sur les nouveaux textes de gestion et de rémunération du personnel », a expliqué le directeur général de l'Asecna, le Nigérien Mohamed Mous-

sa, à l'ouverture de la session. Le système de gestion et de rémunération du personnel de l'Asecna est donc en passe d'aller d'un système national à un système communautaire, détaché complètement des réglementations nationales. C'est le défi qui doit être relevé à Grand-Bassam. Pour le directeur de cabinet du ministère des Transports, Ahmed Diomandé, qui a présidé la cérémonie d'ouverture, « il faut assurer la pérennité de l'Asecna en optimisant sa gestion ». Et le dialogue social doit être de mise dans cette démarche.

En ce qui concerne le système de rémunération des agents de l'Asecna, il est à ce jour basé sur les diplômes. L'objectif aujourd'hui pour la direction de l'agence, comme l'a expliqué Moustapha Abani, président du bureau du collectif des représentants des travailleurs de l'Asecna,

c'est de le faire migrer vers un autre système basé sur le poste. « Nous avons décidé de passer à un système basé sur la contribution de chaque poste aux résultats de l'agence et non plus sur les diplômes. Cela fait plusieurs années que nous travaillons sur ce chantier. Plusieurs réunions se sont tenues au cours desquelles nous avons bien conçu et développé cette idée. Aujourd'hui, c'est la réunion ultime au terme de laquelle sera validé le nouveau système », a-t-il expliqué.

L'Asecna fêtera, le 12 décembre, ses 60 ans d'existence. La vision de ses dirigeants est de faire adhérer tous les pays africains. Mais également de doter l'agence des instruments technologiques les plus performants pour assurer la sécurité de la navigation aérienne sur le continent ■

FAUSTIN ÉHOUMAN



## AGENCE NATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT

ANDE

### COMMUNIQUE

#### AGREMENT DES BUREAUX D'ETUDES ET CONSULTANTS INDEPENDANTS EN EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE) informe les Bureaux d'Etudes et Consultants Indépendants en Evaluation Environnementale que les dossiers de Demande et de Renouvellement d'agrément sont reçus du **Lundi 02 Décembre au Mercredi 18 Décembre 2019**.

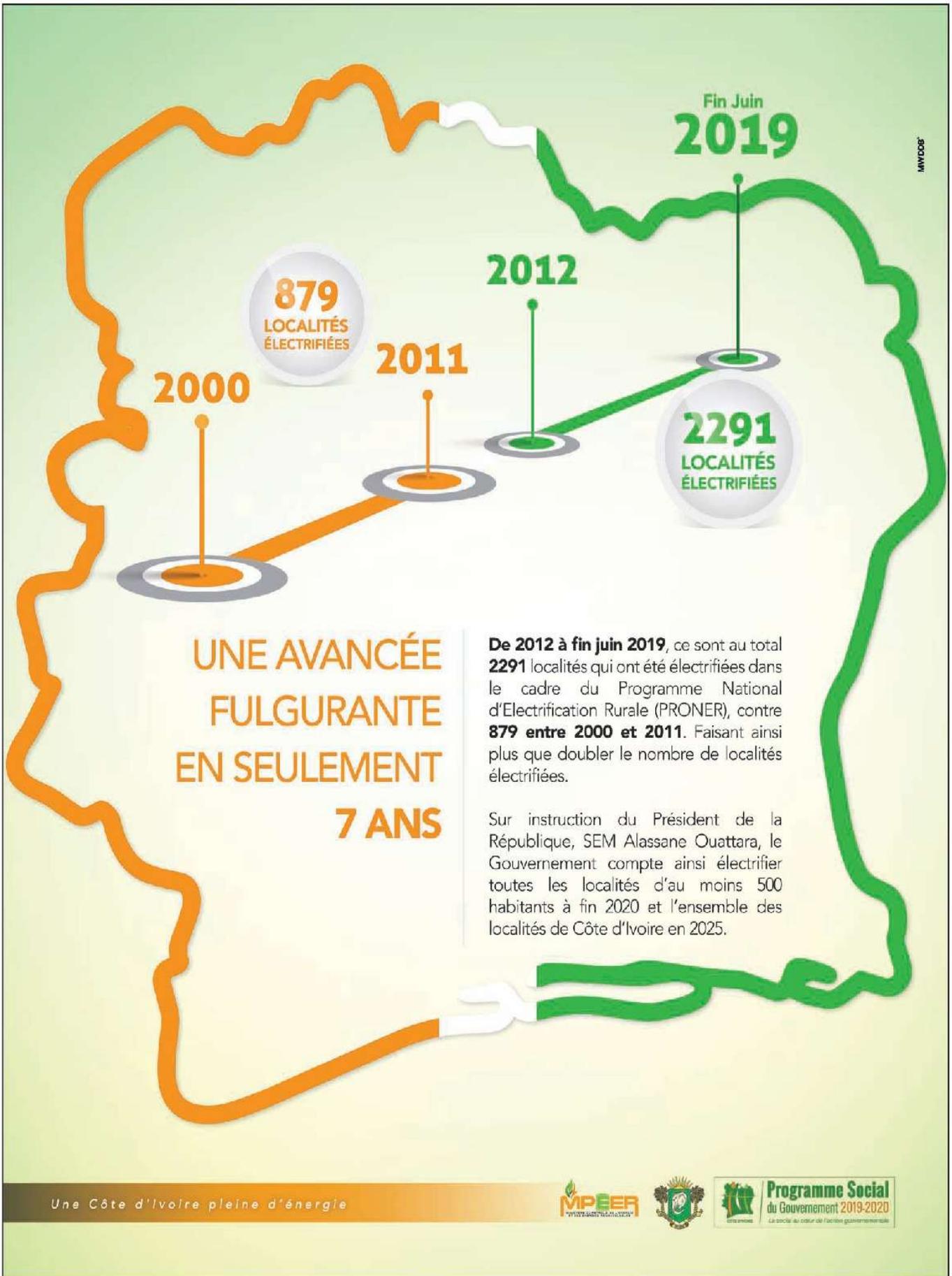
La liste des pièces constitutives du dossier de candidature est à retirer au siège de l'Agence sis à **Cocody, Angré 8<sup>e</sup> Tranche, Carrefour "Prière"**.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez nous joindre aux contacts suivants :

Tél : (+225) 22 46 75 90 / (+225) 22 54 83 30  
Email : [andecotedivoire@gmail.com](mailto:andecotedivoire@gmail.com)

**ANDE, GUICHET UNIQUE DES EVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES EN CÔTE D'IVOIRE**

**LA DIRECTRICE**  
**Madame Madeleine Sopi ACKO**



Une Côte d'Ivoire pleine d'énergie



**Programme Social**  
du Gouvernement 2019-2020  
La société au cœur de l'action gouvernementale

## Budget 2020

## Les députés adoptent les programmes et crédits de onze ministères

Pendant trois jours, les ministres et les Secrétaires d'Etat passeront devant la Commission économique et financière de l'Assemblée nationale pour expliquer leurs choix.

Les députés membres de la Commission économique et financière de l'Assemblée nationale ont voté, hier, à la majorité relative, les programmes et crédits prévus pour être exécutés de dix ministères et un secrétariat d'Etat. Les ministres concernés ou leurs représentants sont passés devant la Commission de l'Assemblée nationale, comme l'exigent les dispositions légales encadrant le budget-programme. Pour leur passage devant les députés, les ministères et secrétaires d'Etat sont regroupés en fonction des missions qui



## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 003-2019/RCE/ANSCI/VIH:

RECRUTEMENT DE CABINET OU GROUPE DE CONSULTANTS POUR UNE ETUDE SUR L'IDENTIFICATION DES BESOINS SPECIFIQUES EN MATIERE DE PREVENTION ET PRISE EN CHARGE IST-VIH/SIDA CHEZ LES PERSONNES TRANSGENRES ET CHEZ LES PERSONNES HANDICAPEES A ABIDJAN - EN COTE D'IVOIRE

## I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans le cadre de la mise en oeuvre du programme « Mise à échelle des interventions de lutte contre le VIH et la tuberculose en Côte d'Ivoire » financé par Le Fonds Mondial pour la lutte contre le VIH, la Tuberculose et le Paludisme sur le nouveau modèle de financement (NFM2), Alliance Côte d'Ivoire avec l'appui de ses partenaires procède à un appel d'offres National pour recruter un consultant ou groupe de consultants nationaux ou internationaux afin de réaliser une étude pour l'identification des besoins spécifiques en matière de prévention et prise en charge IST-VIH/sida chez les personnes transgenres et chez les personnes handicapées en Côte d'Ivoire.

- LOT 1 : étude pour l'identification des besoins spécifiques en matière de prévention et prise en charge IST-VIH/sida chez les personnes transgenres en Côte d'Ivoire.
- LOT 2 : étude pour l'identification des besoins spécifiques en matière de prévention et prise en charge IST-VIH/sida chez les personnes handicapées en Côte d'Ivoire.

## II. OBJECTIF DE LA MISSION

L'objectif principal est d'améliorer la qualité des interventions en vue de l'atteinte des 90-90-90 chez les personnes handicapées et chez les personnes transgenres.

## III. PROFIL DU CABINET OU GROUPE DE CONSULTANTS

Les postulants doivent réunir les conditions suivantes :

- Etre un cabinet, ou groupe de consultants de réputation nationale ou internationale spécialisé dans la recherche au niveau de la santé et du développement ;
- Disposer d'un personnel qualifié ;
- Avoir une expérience confirmée de cinq (05) ans au moins dans le domaine de la recherche ;
- Avoir une expérience avérée dans la recherche auprès des personnes handicapées / transgenres sera un atout ;
- Les chercheurs - membres du cabinet doivent être titulaire d'un diplôme supérieur dans une discipline des sciences médicales et biologiques, sciences sociales, sciences juridiques, de santé publique, de biostatistique, de statistique, de démographie ou avoir une expérience confirmée en méthodes de recherche quantitatives et qualitatives ;
- Posséder d'excellentes capacités d'analyse, de synthèse et de rédaction et avoir l'esprit d'initiative ;
- Avoir une excellente maîtrise de l'outil informatique ;
- Avoir une bonne connaissance du système de santé ivoirien ;
- Concernant le profil des autres membres de son équipe, le consultant définira dans son offre technique les besoins et les profils nécessaires à la bonne réalisation de l'étude.

## IV. CONSTITUTION ET DEPOT DES DOSSIERS

Les postulants éligibles et intéressés sont invités à soumettre un dossier complet comportant les informations pertinentes indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter la mission.

Les propositions techniques et financières doivent être déposées sous plis fermés au plus tard le **MERCREDI 11 DECEMBRE 2019 à 10h00** à l'adresse géographique indiquée ci-après:

Alliance Côte d'Ivoire, II Plateaux, 7<sup>ème</sup> tranche, après le bureau Sodeci en allant au quartier Zinsou,  
08 BP 2046 Abidjan 08  
Tel : +225 22 52 85 70

Des éclaircissements peuvent être demandés à l'adresse [gas@ansci.org](mailto:gas@ansci.org) au plus tard 5 jours avant la date limite de soumission.

**NB : Les Termes de référence et Dispositions générales du présent Appel d'Offre National sont à retirer au bureau d'Alliance Côte d'Ivoire et sur le site Web: [www.ansci.org](http://www.ansci.org).**



Le ministre Moussa Sanogo accompagnera tous les ministres devant la Commission économique et financière de l'Assemblée nationale

leur sont dévolues. Hier, ce sont les missions «Pouvoirs publics et gouvernance» du ministère des Affaires étrangères ; de celui de l'intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur ; du ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation ; «Défense et sécurité» comprenant le ministère de la Sécurité et de la Protection civile ; le ministère d'Etat, ministère de la Défense, « Administration générale et développement économique» regroupant le ministère de l'Economie et des Finances ; le ministère auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat ; le ministère du Plan et du Développement ; le ministère de la Fonction publique ; le ministère de la Modernisation de l'administration et de l'innovation du service public et le secrétariat d'Etat au Renforcement des capacités.

Les crédits accordés hier se présentent comme suit : ministère de la Défense (349 405 821 144 FCfa) ; ministère de l'Administration du territoire et de la Décentralisation (326 779 131 347) ; ministère de la Sécurité et de la Protection civile (165 364 574 101) ; ministère de l'Economie et des Finances (75 329 236 882) ; ministère auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat (605 333 640 836 FCfa, dont seulement un peu plus de 176 milliards en propres) ; ministère du Plan et du Développement (21 582 134 982) ; ministère de la Fonction publique (22 790 308 130) ; ministère de la Modernisation de l'administration et de l'innovation du service public (3 103 959

536) ; secrétariat d'Etat au Renforcement des capacités (6 443 151 439) ; ministère des Affaires étrangères (un peu plus de 96 milliards) ; ministère de l'intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur (un peu plus de 2,6 milliards).

Auparavant, le ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo, a indiqué dans son discours introductif que le budget de l'Etat pour 2020 s'équilibre en ressources et en dépenses à 8 061 milliards de FCfa, soit une progression de 9,9% par rapport au budget 2019 qui était de 7 334,3 milliards.

Conformément à la nouvelle doctrine budgétaire de la Côte d'Ivoire (le budget-programme), la loi des finances 2020 est structurée en 35 dotations et 149 programmes budgétaires logés au sein des institutions et ministères. Passeront aujourd'hui, les ministères relevant des missions : «Enseignement, formation et recherche», «Santé et action sociale» ; « Culture, jeunesse, sport et loisirs ». Initié par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), le budget-programme est un mode de gestion des finances publiques avec pour objectif d'insuffler une plus grande cohérence entre les objectifs de développement et les allocations budgétaires, de sorte à accroître l'efficacité de la dépense. A la différence de la budgétisation basée sur les moyens qui était appliquée depuis les indépendances, le budget-programme est triennuel.

DAVID YA

# Restauration et préservation du couvert forestier Amadou Gon Coulibaly envoie un signal fort

Le chef du gouvernement a procédé, hier, à un planting d'arbres dans les jardins de la Primature.



Le Premier ministre procédant au planting d'un arbre forestier dans les jardins de la Primature. (PHOTO : JOSEPHINE KOUADIO)

Le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, a débuté sa semaine en plantant un arbre forestier, hier matin, dans les jardins de la Primature au Plateau. Le chef du gouvernement voulait, à travers cet acte, donner un signal fort quant à la détermination des autorités ivoiriennes à restaurer le couvert forestier perdu ces dernières décennies. Cette action d'Amadou Gon Coulibaly s'inscrivait dans la continuité de l'opération "Un jour, un million d'arbres" lancée, le 15 novembre, à travers le pays.

« Comme vous le savez, depuis le 15 novembre de l'année dernière, le Président de la République a décidé que cette journée, Journée de la paix dans notre pays, soit marquée par une vaste opération de reboisement. Elle a été lancée cette année et je viens d'accomplir mon devoir, à la suite du Chef de l'Etat. La question du changement climatique n'est plus abstraite en Côte d'Ivoire. Nous en subissons les conséquences chaque année, à preuve l'inondation de Grand-Bassam récemment. Pour faire face à cela, il fallait que nous, les autorités, donnions l'exemple. Nous

devons préserver nos forêts et ce doit être l'affaire de tous. La vie des générations futures en dépend », a-t-il déclaré après avoir planté l'arbre. C'était en présence de quelques membres de son cabinet et des plus hauts responsables du ministère des Eaux et Forêts dont la directrice des Forêts et de la Faune, la colonelle Elvire Mailly Zouzou. En effet, face à la disparition drastique de la forêt ivoirienne, le gouvernement, à travers le ministère des Eaux et Forêts, a décidé de prendre le taureau par les cornes. En adoptant notamment une nouvelle politique de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts en mai 2018, assortie de sa stratégie de mise en œuvre et d'un nouveau code forestier. Une politique qui a pour axe principal les actions de reboisement et de protection. Elle vise à permettre à la Côte d'Ivoire de recouvrir 20% du territoire national de couvert forestier en 2020, contre environ 11% aujourd'hui. Le pays n'a plus que trois millions d'hectares de forêt à ce jour, contre 16 millions d'ha dans les années 1960. L'agriculture est pointée du doigt comme la

principale cause de dégradation. D'où l'importance accordée à l'agroforesterie dans la nouvelle poli-

tique forestière. Pour sa mise en œuvre, il faut 616 milliards de F Cfa qui doit provenir aussi bien de la

partie publique que du secteur privé. À cet effet, une table ronde des bailleurs pour la mobilisation

du financement est prévue en janvier 2020, à Abidjan ■

FAUSTIN ÉHOUMAN



## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N°002-2019/RCE/ANSCI/IHRELANCE: RECRUTEMENT D'UN CABINET OU GROUPE DE CONSULTANTS POUR UNE ETUDE MULTI-DISCIPLINAIRE DE L'IMPACT DES VBG SUR LA RETENTION DES FEMMES PVVIH AU TRAITEMENT ET A LA PTME EN COTE D'IVOIRE

### I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme « Mise à échelle des interventions de lutte contre la tuberculose en Côte d'Ivoire » financé par Le Fonds Mondial pour la lutte contre le VIH, la Tuberculose et le Paludisme sur le nouveau modèle de financement (NFM2), Alliance Côte d'Ivoire avec l'appui de ses partenaires relance un appel d'offres National auprès de cabinet ou groupe de consultants pour mener une étude multidisciplinaire de l'impact des VBG (violences basées sur le genre) sur la rétention des femmes PVVIH (personne vivant avec le VIH) au traitement et à la PTME (prévention de la transmission mère enfant) en Côte d'Ivoire.

### II. OBJECTIF DE LA MISSION

L'objectif principal est d'analyser l'impact des VBG sur la rétention des femmes PVVIH au traitement et à l'accès à la PTME en Côte d'Ivoire.

### III. PROFIL DU CABINET OU GROUPE DE CONSULTANTS

Les postulants doivent réunir les conditions suivantes :

- Être un cabinet ou groupe de consultants reconnu au plan national ou international spécialisé dans la recherche au niveau de la santé et du développement ;
- Disposer d'un personnel qualifié ;
- Avoir une expérience confirmée de cinq (05) ans au moins dans le domaine de la recherche ;
- Avoir une expérience avérée dans la recherche auprès des patients PVVIH sera un atout ;
- Les chercheurs-membres du cabinet doivent être titulaire d'un diplôme supérieur dans une discipline des sciences médicales, sciences sociales, sciences juridiques, de santé publique, de biostatistique, de statistique ou

avoir une expérience confirmée en méthodes de recherche quantitatives et qualitatives ;

- Posséder d'excellentes capacités d'analyse, de synthèse et de rédaction et avoir l'esprit d'initiative ;
- Avoir une excellente maîtrise de l'outil informatique ;
- Avoir une bonne connaissance du système de santé ivoirien ;
- Concernant le profil des autres membres de son équipe, le cabinet ou groupe de consultants définira dans son offre technique les besoins et les profils nécessaires à la bonne réalisation de l'étude.

### IV. CONSTITUTION ET DEPOT DES DOSSIERS

Les postulants éligibles et intéressés sont invités à soumettre un dossier complet comportant les informations pertinentes indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter la mission.

Les propositions techniques et financières doivent être déposées sous plis fermés au plus tard le **MERCREDI 11 DECEMBRE 2019 à 12h00** à l'adresse géographique indiquée ciaprès:

**Alliance Côte d'Ivoire, II Plateaux,  
7<sup>e</sup> tranche, après le bureau Sodeci en allant  
au quartier Zinsou,  
08 BP 2046 Abidjan 08  
Tel : +225 22 52 85 70**

Des éclaircissements peuvent être demandés à l'adresse [gas@ansci.org](mailto:gas@ansci.org) au plus tard 5 jours avant la date limite de soumission.

**NB : Les Termes de référence et Dispositions générales du présent Appel d'Offre National sont à retirer au bureau d'Alliance Côte d'Ivoire et sur le site Web : [www.ansci.org](http://www.ansci.org) .**